

FRANCE URBAINE. 28 Septembre 2017.

Terrorisme : les grandes villes européennes se mobilisent pour renforcer leur sécurité

Le Figaro 27/09/2017

Mercredi, 27 septembre, 2017



Par Vincent-Xavier Morvan

INFOGRAPHIE - Plus d'une trentaine de maires ou de représentants de villes européennes et méditerranéennes sont attendus à Nice vendredi, à l'initiative de Christian Estrosi.

Nice

L'actualité de la lutte contre le terrorisme va naviguer cette semaine des berges de la Seine, où l'Assemblée nationale discute du projet de loi sur la sécurité intérieure portée par le ministre de l'Intérieur, aux rives de la Méditerranée. Plus d'une trentaine de maires ou de représentants de grandes villes européennes et méditerranéennes sont attendus vendredi à Nice pour signer une «déclaration» qui sonne à la fois comme un engagement commun à lutter contre l'extrémisme islamiste et comme un appel à l'Europe pour qu'elle mette la main à la poche. La présence ce vendredi sous les ors du Centre universitaire méditerranéen, sur la promenade des Anglais, de Julian King, commissaire européen chargé de la Sécurité, et de Gérard Collomb, donne du crédit à cette initiative que l'on doit au maire de Nice, Christian Estrosi.

Nice a investi 30 millions

«En matière de terrorisme low-cost, c'est sur les espaces publics dont les maires européens ou méditerranéens ont la responsabilité que ces barbares viennent tuer sans discernement» Christian Estrosi

Avec opportunité, l'homme fort de la ville a monté l'événement en quelques semaines. «Une conférence sur le thème de la lutte contre la radicalisation était programmée de longue date à Nice avec les villes du réseau Euromed que je préside, raconte l' élu. Mais l'attentat de Barcelone, le 17 août, n'a fait que renforcer l'idée selon laquelle, en matière de terrorisme low-cost, c'est

sur les espaces publics dont les maires européens ou méditerranéens ont la responsabilité que ces barbares viennent tuer sans discernement hommes, femmes et enfants de toutes confessions, conditions sociales et origines.»

Du coup, poursuit l'édile, «face à ce phénomène commencé à Nice et poursuivi à Stockholm, Berlin et Londres, entre autres, nous avons décidé de porter à l'ordre du jour de la conférence la question de savoir comment les maires européens, qui sont en première ligne face à cette menace, peuvent s'organiser pour être des interlocuteurs auprès des instances européennes.» Dans l'esprit de **Christian Estrosi**, la «déclaration de Nice» doit permettre à la fois de tendre vers une harmonisation européenne des législations nationales, de repenser les espaces publics et de débloquer un fonds européen, à l'image du fonds Juncker dédié à l'innovation, pour soutenir financièrement les villes qui veulent aménager leur espace public. Car la facture de tels dispositifs peut être salée. Nice a ainsi investi 30 millions d'euros en 2017 pour sécuriser la promenade des Anglais et d'autres lieux stratégiques de la ville, et doit de nouveau investir la même somme en 2018 pour poursuivre ces travaux.

«En Allemagne, la reconnaissance faciale a été expérimentée dans certaines gares. C'est donc que la législation, ailleurs, le permet» Christian Estrosi

Christian Estrosi pousse aussi dans le sens d'une plus grande harmonisation européenne. «En Allemagne, la reconnaissance faciale a été expérimentée dans certaines gares. C'est donc que la législation, ailleurs, le permet», relève **Christian Estrosi**, qui déplore de ne pas avoir eu l'autorisation de mener une expérience similaire à Nice.

Toutefois, dans un contexte budgétaire contraint, la question du financement reste cruciale. **Willy Demeyer**, bourgmestre de Liège et président du Forum européen pour la sécurité urbaine (Efus), coorganisateur de la conférence de Nice avec Euromed et les universités de Nice et Toulouse, le résume sans détours: faute de moyens, la tentation serait grande pour les villes de faire une croix sur des événements culturels ou commerciaux devenus impossibles à sécuriser.

Terrorisme : à Londres, plus de moyens mais 1 policier sur 20 armé

Par [marina Daras](#)

Le budget de la police est trop serré pour qu'il soit possible de former et d'armer tous ses officiers, contrairement à leurs voisins d'Irlande du Nord. Une particularité britannique qui pourrait changer d'ici à 2020.

Comme la France, l'Espagne, l'Allemagne et bien d'autres pays européens, le Royaume-Uni a été secoué par une série d'attentats terroristes ces dernières années qui a amené le gouvernement à revoir à la hausse les mesures de sécurité.

La présence policière dans les rues et autour des monuments à caractère touristique a évidemment augmenté depuis les attentats [de Manchester](#) et [de London Bridge](#), mais il n'y a malgré tout que très peu d'officiers de police qui soient armés. Aujourd'hui, moins d'un policier sur vingt en Angleterre et au pays de Galles porte une arme, contrairement à l'Irlande du Nord où chaque officier est armé. Une particularité britannique qui pourrait changer d'ici à 2020 puisque, selon un récent sondage, près d'un tiers des officiers de police réclament le droit de porter une arme.

«À long terme, si nous continuons avec ce niveau de menace - ce qui semble être l'idée du gouvernement -, mon service de police ne pourra pas suivre»

Cressida Dick, la commissaire de la police métropolitaine

Mais le budget de la police est déjà bien trop serré pour qu'il soit possible de former et d'armer tous ses officiers. La commissaire de la police métropolitaine, Cressida Dick, a récemment dénoncé le manque de moyens des forces de l'ordre britannique. Chaque attentat requiert la mobilisation de centaines d'officiers et est suivi d'une très longue enquête. Les conséquences ne se font pas seulement ressentir sur la police antiterroriste, mais aussi sur les officiers de quartier et tous les policiers en général.

Le ministère de l'Intérieur a annoncé qu'il augmenterait le financement de la lutte antiterroriste de 3,4 milliards de livres

«À long terme, si nous continuons avec ce niveau de menace - ce qui semble être l'idée du gouvernement -, mon service de police ne pourra pas suivre», déclarait-elle sur les ondes de la LBC la semaine dernière. Le ministère de l'Intérieur a par la suite annoncé qu'il augmenterait le financement de la lutte antiterroriste de 3,4 milliards de livres. Quant au secrétaire de l'Intérieur, il a annoncé qu'il injecterait 24 millions de livres en soutien supplémentaire pour la police antiterrorisme, en plus des 707 millions de livres déjà engagés pour cette année. Ces 24 millions supplémentaires sont destinés aux forces métropolitaines et à la région de Manchester, en partie pour aider à couvrir les coûts des attaques récentes.

Pour améliorer les mesures de prévention, sans pour autant augmenter la présence militaire dans les rues, [on a réalisé des aménagements urbains](#). Des barrières de sécurité ont été installées entre la route et le trottoir sur certains ponts londoniens au lendemain de l'attaque terroriste du London Bridge. Ces barrières en béton et en métal peuvent résister à un choc similaire